

**Déclarations du vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, E. Vénizélos à l'issue de la réunion ministérielle de Visegrad+3 (Budapest, 24 février 2014)**

lundi, 24 février 2014

Nous vous communiquons ci-dessous le texte des déclarations du vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, E. Vénizélos lors de la conférence de presse à l'issue de la réunion ministérielle de Visegrad+3, à Budapest, à laquelle ont participé les ministres des Affaires étrangères des quatre pays du Groupe Visegrad (Hongrie, Pologne, Slovaquie et République tchèque) et les ministres des Affaires étrangères de la Grèce, de la Bulgarie et de la Roumanie.

E. VENIZELOS : Je tiens à remercier les organisateurs hongrois pour cette excellente manifestation ainsi que pour leur accueil chaleureux. Je me trouve ici en ma double qualité, premièrement en ma qualité nationale de ministre des Affaires étrangères de la Grèce et, deuxièmement, en ma qualité de Président du Conseil des ministres de l'Union européenne dans le but de préserver le caractère institutionnel de cette formation et de donner suite à ses travaux. Permettez-moi de me référer très brièvement à trois points importants de notre agenda.

Dans le domaine de la politique en matière d'énergie et de sécurité, le nouvel élément très attrayant et crucial est l'idée de construire ledit couloir sud, le couloir Egée-Mer Baltique, à travers l'infrastructure existante, à travers les diverses interconnexions entre nos pays, tout en valorisant également les terminaux GNL, existants et nouveaux. Il s'agit d'une idée réalisable, très facile à concrétiser et très pratique car nous devons assurer la sécurité d'approvisionnement dans la partie orientale et centrale de l'Europe et, en outre, surmonter certaines inégalités évidentes par rapport à la partie occidentale de notre continent. Le premier problème auquel nous sommes confrontés est la sécurité d'approvisionnement et le deuxième, le niveau des prix. Cette idée du couloir énergétique est peut-être la première réponse à deux questions majeures relevant de notre politique énergétique.

Le deuxième point porte sur la gestion des flux migratoires. Il s'agit d'une priorité de la Présidence hellénique du Conseil de l'UE et cette conférence de presse constitue une très bonne occasion pour moi d'exprimer ma reconnaissance et mes remerciements à mes collègues pour leur soutien aux priorités et aux choix de la Présidence hellénique. Il est de notre devoir de protéger les frontières européennes, maritimes et terrestres, et ce en respectant toujours les droits de l'homme et en conformité avec les données européennes et les principes européens. D'autre part, il s'agit d'une question majeure pour notre société et nous devons donner une réponse pratique, sur la base de la fameuse répartition des charges et des responsabilités des Etats membres de l'Union européenne. Cela constitue un grand problème pour les pays côtiers et maritimes tels que la Grèce, l'Italie, Chypre, Malte, mais aussi pour les pays de l'UE, tels que la Hongrie qui a des frontières terrestres avec des pays tiers.

Le troisième point porte sur la question majeure de l'Ukraine. En représentant la Présidence hellénique du Conseil, j'ai des contacts permanents avec la Haute Représentante, Catherine Ashton. Comme vous le savez, la Haute Représentante est la présidente permanente du Conseil "Affaires étrangères", mais la présidence actuelle

de ce semestre, la Présidence hellénique, a toujours la responsabilité des questions relevant de la compétence du Conseil "Affaires générales" et notamment de la politique de l'élargissement. Pour cette raison, l'Ukraine constitue une priorité de premier rang. Il existe une nécessité vitale de protéger l'existence, l'intégrité territoriale et la cohésion sociale et régionale du pays.

Il est de notre devoir politique et moral d'éviter la guerre civile. Il est de notre devoir historique et moral d'élaborer et de présenter avec les Etats-Unis, la Russie et les organisations internationales, un processus intégré en vue d'éviter la faillite désordonnée et la destruction financière et économique de l'Ukraine. Il est très important de persuader la société civile en Ukraine que la proposition européenne est complète et tangible, non seulement au niveau des institutions politiques, des principes démocratiques mais aussi au niveau de la protection des droits de l'homme ainsi qu'au niveau pratique de la vie quotidienne des personnes ordinaires.

Je vous remercie beaucoup.

JOURNALISTE: Question sur la situation de l'économie ukrainienne.

E. VENIZELOS : La première priorité est la formation d'un nouveau gouvernement à large représentation avec une capacité réelle à sauvegarder la stabilité et l'ordre public.

La deuxième priorité - il s'agit de ma propre proposition qui est en cours d'élaboration dans le cadre des institutions européennes et elle ne constitue pas une réponse officielle - porte sur l'organisation d'une Conférence internationale sur les problèmes économiques et financiers de l'Ukraine en vue d'écarter l'éventualité d'une faillite désordonnée.

Car la faillite, dans le cas de l'Ukraine, donnerait lieu à une véritable destruction du pays. Il est absolument important de sauvegarder non seulement la cohésion au niveau national et régional, mais aussi le statut d'Etat de l'Ukraine.

Dans le cadre de cette conférence, le rôle de l'Union européenne est crucial tout comme celui de la Fédération de Russie, des Etats-Unis, du FMI et d'autres entités internationales compétentes en la matière, mais aussi d'autres pays qui sont prêts à participer à cet effort international, car le problème de l'Ukraine, sa dimension économique et financière, n'a pas seulement des dimensions géopolitiques, mais aussi mondiales.

L'approche économique et financière constitue, sans aucun doute, un défi au niveau mondial et il est de notre devoir moral et politique de donner une réponse sérieuse, intelligente, flexible et applicable.